

## Le dossier financier tunisien entre soutien italien et évolution de la position européenne

La diplomatie italienne a réussi, selon des déclarations officielles en début de semaine, à obtenir le soutien des différents pays de l'Union Européenne concernant le dossier financier de la République Tunisienne. En effet, le responsable du ministère italien des Affaires étrangères a affirmé que son pays était en mesure, à la suite des réunions des pays de l'Union Européenne à Bruxelles, d'obtenir un consensus initial pour soutenir les finances publiques tunisiennes et avancer des liquidités financières en attendant l'achèvement du dossier de négociations avec le Fonds Monétaire International.

Cette étape indique un changement radical dans la position européenne, qui stagne depuis un moment, notamment avec son insistance à relier le dossier financier tunisien avec le dossier des droits de l'Homme et politique et suite aux déclarations successives sur ce qu'on pourrait appeler les conditions posées par les pays de l'U.E. en vue d'ouvrir le dossier des négociations financières sur les différentes aides pécuniaires pouvant être présentées à la Tunisie.

L'État italien a réussi, ainsi, à briser la barrière de glace entre la Tunisie et les pays de l'alliance européenne, dont certains représentent les premiers partenaires économiques de la Tunisie, en plus des intersections de la politique avec la géographie et les dossiers sensibles tels que la migration réglementaire et non-réglementaire ainsi que d'autres questions.

La plupart des pays de l'Union Européenne s'accordent sur la nécessité d'aider financièrement l'Etat tunisien, quelle que soit l'issue des négociations avec le Fonds Monétaire International et des dossiers de réforme qui concernent les institutions publiques.

L'Etat italien est apparu comme le porte-parole officiel de l'Etat tunisien, ou spécifiquement chargé de négocier avec l'Europe. Les efforts italiens se sont intensifiés au niveau du gouvernement (la première ministre, le ministre des affaires étrangères et le ministre de la défense) dans le sens de persuader les partis européens de la nécessité de faire bouger la machine économique de l'État

tunisien comme garantie inévitable que l'État ne s'effondrerait pas et que toute la région ne tomberait pas dans le cercle du chaos politique et sécuritaire.

A l'heure où les négociations de l'Etat tunisien avec les bailleurs de fonds internationaux piétinent, et que le dossier financier s'enlise au point d'insister sur la réforme des institutions publiques, l'Etat italien crée une sorte de lobby diplomatique pour faire avancer le dossier de l'emprunt tunisien aux yeux du Fonds Monétaire International. Ces mouvements ont coïncidé avec des événements importants qui ont été instrumentalisés dans l'évolution du dossier financier tunisien. Parmi les plus importants :

- la recrudescence de la migration non-réglementaire des Africains des pays subsahariens en partance de la Tunisie vers les côtes italiennes ;
- Le dossier de la migration est devenu un point politique en tête des priorités de la présidence tunisienne ;
- La montée en puissance d'un nouveau gouvernement italien qui considère le dossier des étrangers en général et des migrants non-réglementaires en particulier, un enjeu de sécurité nationale affectant financièrement, politiquement et socialement les équilibres de l'État italien ;
- La non-participation des pays

européens à résoudre le problème de la migration non-réglementaire et à laisser l'État italien faire face à la pression de l'accueil des flux de migrants et aux problèmes de leur installation et ce que cela implique dans l'enchevêtrement entre l'humanitaire, le juridique et le politique.

L'État italien investit toute son énergie dans le dossier de la migration non-réglementaire afin de récolter des bénéfices sur le plan financier et politique, régional et international. Puisque l'Italie introduit le dossier de son intervention en faveur de l'Etat tunisien sous le titre d'un soutien financier pour assurer ce qu'elle appelle le non-effondrement de la Tunisie, afin de récolter les avantages suivants :

- Préserver une sorte de stabilité politique dans la région Nord-africaine dans le but d'assurer le bon fonctionnement de l'accord énergétique signé avec l'Etat algérien ;
- Assurer une plate-forme de circulation vers l'État libyen et tenter de revenir aux sources d'énergie là-bas, en particulier après que la Turquie et la Russie aient pris le contrôle des sources d'énergie conformément aux accords avec l'État libyen (le projet Nord Stream) ;

- Ne pas prendre, seul, en charge le dossier de la migration non-réglementaire, sans le reste des pays de l'Union Européenne et tomber dans la répétition du scénario des migrants syriens ; vu que l'État italien cherche à récolter des bénéficiaires financiers et politiques en matière d'accueil et d'installation de ces migrants ;
- La tentative d'accaparement du rôle financier et politique de certains pays européens qui jouaient historiquement ce rôle (France et Allemagne).

Dans ce même contexte, l'Etat tunisien apparaît comme le bénéficiaire ultime de telles manœuvres diplomatiques sur le plan financier. Cependant, les dossiers monétaires et les intersections de la politique avec la géographie ainsi qu'avec les dossiers stratégiques, ne peuvent pas être considérés en tant que fonds ouvert qui ne porte pas de scellés secrets ou devenu, maintenant, presque acquis, étant donné que ce soutien aura des répercussions ou des résultats et des accords qui se transforment de rumeurs en certitudes. Nous les mentionnons comme suit :

- L'engagement de la Tunisie, clairement et publiquement, à freiner les vagues de migration non-réglementaire ;

- L'application des dispositions gelées des accords antérieurs relatifs au dossier de la migration et du terrorisme (Accord de Barcelone) ;
- Échanger des dossiers de droits de l'homme et des dossiers de mobilité contre de l'argent et un soutien européen ;
- l'engagement dans des voies politiques ancrées nécessairement dans les choix des pays européens qui apporteront leur soutien financier à la Tunisie.

Nul doute qu'un tel soutien financier relancera, bien que relativement, les finances publiques et poussera le dossier de négociation avec le Fonds Monétaire International vers une solution temporaire ou à un niveau moyen pour le prêt à obtenir, mais ce ne sera pas gratuitement et sans conséquences.

Des contraintes politiques pourraient redistribuer les cartes de l'Etat tunisien sur le plan diplomatique et créer une sorte d'alliances nouvelles n'incluant pas forcément les intérêts des alliés traditionnels ni l'approbation populaire générale, ce qui rend la question de la stabilité intérieure et la coopération extérieure au bord du chaos et tributaire de nouveaux consensus qui renouent avec les

alliances traditionnelles, notamment avec l'Etat français, dont le premier responsable de sa diplomatie a déclaré hier son intention de recevoir le ministre tunisien des affaires étrangères, avec qui, il devrait évoquer un certain nombre de dossiers que nous avons présentés dans ce papier. Notamment la réorientation de la destination tunisienne vers la France. Aussi, cette rencontre ne sera pas dépourvue de points de convergence tuniso-français en matière de coopération politique et de coordination diplomatique sur les dossiers stratégiques. La rencontre s'annonce comme un tournant diplomatique avec des gros titres purement politiques dont les points seront précisés au niveau diplomatique officiel.